

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6177>



# Pascal Boniface : « Critiquer l'exécutif israélien, ce n'est pas être antisémite »

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

**l'Humanité**.fr

Publication date: lundi 29 janvier 2018

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY  
LUNDI, 22 JANVIER, 2018  
L'HUMANITÉ**

**Fondateur et directeur de l'Institut de recherches internationales et stratégiques (Iris), Pascal Boniface publie un ouvrage pour répondre à ses détracteurs, parmi lesquels l'ancien premier ministre Manuel Valls, qui l'estampillent « antisémite ».**

**Vous vous estampillez « antisémite » en titre de votre dernier livre. C'est tout de même grave. Pourquoi ?**



Pascal Boniface : « Je dis souvent à mes interlocuteurs que, dans la lutte contre l'antisémitisme, je suis leur allié, mais par contre je ne le suis pas dans la protection de l'actuel gouvernement israélien. » Martin Bureau/AFP

**Pascal Boniface** Comme le montre la couverture du livre, je suis, pour certains, tamponné « antisémite ». C'est une accusation particulièrement grave qui m'a pénalisé personnellement, professionnellement, qui a également atteint ma famille. Pourtant, personne n'a jamais pu citer un seul de mes propos ou de mes écrits qui justifierait cela. Sinon, je me serais retrouvé devant la justice. Il y a des lois en France qui encadrent très sévèrement les propos antisémites et les propos racistes. C'est ce paradoxe que j'essaie d'expliquer dans ce livre. Autre source d'interrogation, les grands médias n'ont jamais essayé d'entamer une réelle réflexion par rapport à ces accusations. Récemment encore, Manuel Valls a demandé que les ministères cessent tout contact avec l'Iris. C'est pourtant un « think tank » que je dirige, qui emploie trente salariés et qui est reconnu au niveau international. De tels propos de la part d'un ancien premier ministre auraient dû interpeller les médias sur la liberté d'expression. Si un ministre russe avait osé une telle demande, il y aurait eu une levée de boucliers contre une telle ingérence dans le débat public. Là, ce n'est pas le cas. Même Marianne, magazine qui a posé la question, n'a pas relevé cela. Il y a donc le fait que ce procès injustifié qui m'est fait n'a jamais suscité le désir d'une enquête approfondie.

**Est-ce que ces accusations formulées contre vous depuis seize ans se posent de la même manière aujourd'hui ? N'est-ce pas la moindre critique de la politique israélienne qui est ainsi remise en cause et taxée d'antisémitisme ?**

**Pascal Boniface** Il existe une sorte d'assimilation de la part de certains entre antisémitisme et antisionisme. Ils prônent la liberté de critiquer le gouvernement israélien mais cette liberté serait contestable puisque tous ceux qui

émettent des critiques, s'ils ne sont pas Israéliens, seraient des antisémites. Depuis quelque temps s'installe un autre phénomène. Ceux qui plaident pour la fin de la discrimination à l'égard des musulmans, exprimant le vœu que ces derniers puissent s'exprimer en tant que tels, sont taxés de pro-islamistes, de faire de l'antisémitisme.

Pourquoi de telles attaques aujourd'hui ? Est-ce pour empêcher tout débat ou pour clouer au pilori toute critique de la politique israélienne ?

**Pascal Boniface** Lors des premières attaques contre moi, en 2001, certains ont pensé que c'était passager. Or, ça s'est amplifié. La raison ne l'a pas emporté. Les accusations d'antisémitisme sont encore plus importantes aujourd'hui qu'à l'époque. La critique s'adresse maintenant à toute personne qui se lève pour dénoncer la politique du gouvernement israélien. Elle est profondément enracinée, devenue presque un réflexe conditionné justement parce que le gouvernement israélien est de plus en plus critiquable et que le soutien à cette politique est de moins en moins défendable. J'entends les dénonciations de la présence de l'extrême droite au sein du gouvernement autrichien. Mais l'extrême droite est encore plus présente au sein du gouvernement israélien. Et personne ne soulève le problème.

Certains ministres israéliens ont fait des déclarations ouvertement racistes qui seraient condamnées en France. Or, ces propos ne sont pas dénoncés. Il existe une gêne et donc il faut trouver un bouc émissaire. Dans la mesure où il est de plus en plus difficile de soutenir l'occupation, pour le gouvernement israélien, il est plus aisé de faire croire que les critiques ne sont pas émises pour des raisons politiques mais par antisémitisme. C'est également une façon d'empêcher le débat.

**Vous allez jusqu'à penser qu'il existe un problème de libertés publiques ?**

**Pascal Boniface** Oui. On le voit bien avec les multiples demandes d'interdiction de débats, de meetings... Une sorte de terrorisme intellectuel est à l'oeuvre. On veut faire peur aux gens. De fait, beaucoup de mes collègues universitaires ou certains journalistes disent que sur le conflit israélo-palestinien ils pensent comme moi mais ne le diront pas publiquement. C'est vrai aussi pour des femmes et des hommes politiques. Il faudrait un débat sur les raisons de ce chantage qui est dangereux parce qu'il banalise l'antisémitisme. Si la critique du gouvernement israélien est antisémite, on voit bien qu'on se trompe de cible. Je dis souvent à mes interlocuteurs que, dans la lutte contre l'antisémitisme, je suis leur allié, mais par contre je ne le suis pas dans la protection de l'actuel gouvernement israélien. Pour eux, la protection du gouvernement israélien devient plus importante que la lutte contre l'antisémitisme puisqu'on me traite en ennemi. L'occupation d'un territoire par un pays était difficilement acceptable au XXe siècle, elle l'est encore moins au XXIe.

---

Antisémitisme, de Pascal Boniface, préface de Michel Wieviorka. Éditions Max Milo, 256 pages, 18 euros.



**Pierre Barbancey**  
Grand reporter